

**PASSER DE LA PAROLE A L'ACTION AU FORUM MONDIAL D'ISTANBUL
POUR FINANCER L'EAU POUR TOUS**

Gülser ÖZTUNALI KAYIR
Université d'Akdeniz- Antalya Turquie
gulserkayir@akdeniz.edu.tr

Abstract

**FINANCING ACCESS TO WATER FOR ALL: WORLD WATER FORUM TO
BE HELD IN ISTANBUL SHOULD PASS FROM WORDS TO ACTION**

Water policy takes an important place for life of the planet. From the water summit meeting held in Mar Del Plata on 1977, any improvement could not be provided yet. Even though there are many information and researches about water issue, problems still continue. It is time to pass beyond words towards an action with solidarity including the whole world.

Politicians participated in world water forums and the international society being in cooperation with private sector and decision makers could not achieve water safety on the world. Because privatization of water serves for the benefit of great water companies and the water industry is directed and supervised by the world bank and multinational companies.

Even though privatization of water is accepted as a dilemma in terms of human rights, equality and democracy, the problem of finding a source of financing in order to ensure everyone to access water is still a matter to be dealt with. If we do not want repetition of many recommendations in world water forum to be held in Istanbul and if the globalization wants to open a completely blue and social window, international society should act concretely and urgently for common benefit of the whole world.

On the subject of financing access to water for all, recommendations of world solidarity organizations, Latin countries, world social forum shall be analyzed from a critical, eco-sociological and feminist point of view.

Key words : water politics, world forum, financing water, world solidarity associations, ecosociology,

L'humanité est sous la menace de la survie. Toutes les sociétés sont dans une phase de mutation accélérée qui se montre avec les changements sociaux, économiques et politiques; détériorants, profonds et continus. D'autre part le monde a besoin d'un changement radical qui redéfinit l'universalité, la démocratie, l'équité, la participation et la solidarité. Car, "les systèmes universels ont pour effet d'éliminer une vaste gamme d'obstacles sociaux, culturels, géographiques, fondés concrètement sur la démocratie et la solidarité qui nuisent à l'égalité d'accès et de participation"(acpsge,2008). Un nouveau regard et action pour financer l'eau pour tous prendra sa base sur la non violence physique et économique-politique exercée sur les sociétés. Pour vaincre la philosophie du néolibéralisme qui règne avec tous ses instruments : gouvernance, compétitivité, concurrence, multinationales etc. Nous devons changer notre mentalité et notre regard envers l'organisation sociale de la société. La gouvernance critiquée de plus en plus donne essor à la révolte mondiale. D'autre part "dans de nombreux pays, la libéralisation politique a apporté plus de démocratie à des millions de personnes qui attendaient cela

ardemment depuis longtemps, mais elle a aussi entraîné une complexification des questions et interactions politiques et sociales”. (Reinicke, Deng, 2000).

Malheureusement le bénéfice de la capitale internationale est à la base de cette mutation et crucifie les peuples. La transformation est une vérité absolue mais la direction de ce changement n'est pas pour un vrai développement des sociétés, bien au contraire les exemples de détériorisation de systèmes écologiques et la appauvrissement des sociétés reignent dans le monde entier. En tout cas depuis des années les gouvernements et les organisations internationales sont loin d'avoir pu mettre au point des mécanismes permettant garantir le minimum litre d'eau gratuit pour tous. Pourtant une garantie pour la guerre est assumé et que les populations qui n'ont pas accès à l'eau a atteint quelques milliards.

Les politiques de financement de l'eau n'ont pas de remarquables atouts. Le financement de l'eau multi dimensionnel, demande des contraintes monétaires. Le G8 agit comme s'il ne veut pas résoudre ce problème. Une mentalité néolibérale qui met au premier plan le bénéfice absolu, créant des nouveaux marchés, travaillant en réseaux, s'aggrave en « hétéarchie » qui s'exprime avec les relations personnelles et bien invisibles (Castells 1998).

Il faut que nous entendons “le Cri et la dissolution du pouvoir” de Holloway(2003a).« toutes les révoltes sont contre ceux qui sont dissimulés » disait-t-il en bouleversant les traditions révolutionnistes. Car l'invisibilité devient un système d'organisation du monde. Le changement sera non pas par l'intermédiaire de l'état mais par une démocratie directe en s'opposant à l'organisation capitaliste du travail et à ce que les autres décident à notre place(2003b).

LES FORUMS MONDIAUX DE L'EAU TOUJOURS AVEC DE NOUVEAUX OBJECTIFS, DE NOUVEAUX CALENDRIERS QUI NE RESOLVENT PAS LE FINANCEMENT

La gestion de l'eau à l'échelle globale se fait par les forums, les institutions internationales, les multinationales et par la banque mondiale. Les politiques globales de l'eau depuis 1977 de Mar del Plata avec les 4 forums montrent que le G8 n'acceptent pas de payer l'eau pour tous, ce qui signifie une sorte de violence politique et économique envers les sociétés du tiers-monde. Johannesburg a vécu un scandale pour l'eau. Car les pays n'ont pas signé des engagements concrets pour payer l'eau et c'était un sommet qui a même empêché l'acceptance de l'eau comme un bien commun.

Les Forums devient plutôt l'espace des multinationales et que les déclarations ministérielles sont des jeux de mots.

L'établissement de normes mondiales pour payer l'eau pour tous, pour produire des biens publics à but d'intérêt public sont-ils des rêves des sociétés? Avec un coup d'oeil sur les déclarations on peut voir que les concepts d'équité et de participation existent parce qu'ils attribuent aucune responsabilité, mais universalité, démocratie et solidarité sont hors des déclarations finales des forums d'eau précédents. Plutôt ce sont des concepts des côtés non libéraux et manifs. Le Manifeste de l'eau, Forum Alternatif Mondial de l'Eau, Programme Solidarité Eau, Attack, Amece, Les forums sociaux mondiaux sont quelques exemples des organisations, des associations et des documents alternatives qui font face à « l'Empire »(Roy,2006).

1er Forum Mondial de l'eau se concentre sur la gestion de l'eau global n'ayant aucun interrogation sur le financement.

2^{ème} Forum Mondial de l'eau n'apporte aucune proposition méthodique ou instrumentale pour le financement en s'appuyant seulement sur les politiques financières.

3^{ème} Forum Mondial de l'eau qui a eu lieu a Kyoto en 2003 avait une popularité plus important que les autres. Un effort pour le financement de l'eau se fait sentir. Ce Forum a réussi de faire une calcule et une évaluation pour le financement et a apporté une proposition basée sur les besoins. Le Rapport Camdessus: d'après le constat financier qui se basait sur les besoins infrastructures « eau »; 180 milliards dollars par an d'ici 2015 seront suffisant, contre 80 milliards actuellement.

4^{ème} Forum Mondial de l'eau dans la déclaration des ministères réaffirme une nouvelle fois qu'il fallait augmenter sensiblement les ressources de financement en s'appuyant notamment sur « les ressources nationales ».

Le 5^{ème} aura lieu à Istanbul en 2009. Groupe thématique de finance a accomplit ses réunions en Novembre 2007 et Février 2008 en proposant des emprunts, des micro-crédits et des crédits faciles à payer en acceptant La Banque Mondiale comme coordinateur thématique. Cela nous annonce déjà la 5^{ème} répétition des discours semblables, sans concrétiser la taux de financement de l'eau pour tous. Pourtant il sera une occasion pour le G8 de prendre en charge la responsabilité de paiement et de survie de la planète.

Le Conseil Mondial de l'eau est le chef d'orchestre des politiques stratégiques de la gestion des eaux

Le Conseil Mondial de l'eau acceptait bien en 2005 que l'eau était une priorité mais qui se faisait voire seulement dans les discours. Après le forum de Mexique en 2006 Loïc Fauchon disait "Pour attaquer la misère de l'eau, mondialement et rapidement, fonds et capacités publics et privés doivent être associés" (Echos,2006). La mentalité qui implique (PPP) le partenariat public-

privé est la seule solution du Conseil pour payer l'eau et que les robinets sont encore derrière les fusils.

La Banque Mondiale joue surtout au local avec des oppressions de dîtes débordables

La Banque Mondiale accepte que le secteur de l'eau n'est pas rentable du point de vue économique en continuant toujours à endetter les pays exploités (World Bank, 2006). La comparaison de Jamal Saghir, Directeur d'Eau et d'Energie de la banque donne son avis "remboursement des investissements dans télécom est 20-25 % et 13-15 % dans l'électricité mais n'atteint même pas les 5% dans l'eau" (Public-info, 2005) qui montre bien l'énorme attente du taux de bénéfice de la banque du secteur de l'eau.

Tableau 1 : Les Prêts De La Banque Mondiale (2007)

| |
|--|
| 3,8 milliards de dollars (les services d'assainissement) |
| 0,9 milliards de dollars (l'irrigation et du drainage) |
| 0,8 milliards de dollars: (la gestion des ressources en eau) |
| 0,5 milliard de dollars: (hydroélectricité) |

La Banque mondiale et l'eau, <http://web.worldbank.org/wbsite/external>

Nous pouvons ajouter le système de la gouvernance dans l'analyse du Centre Europe Tiers-Monde (CETIM) "les violations des droits économiques, sociaux et culturels qui découlent ou peuvent découler de l'application des politiques/programmes d'ajustement structurel. Il s'agit en particulier de violations du droit à l'alimentation, du droit à l'eau, du droit au logement, du droit à l'éducation, du droit au travail, des droits syndicaux, du droit aux assurances sociales et du droit à la non discrimination. Ces violations menacent directement le droit à la vie, au sens large" (Özden, 2007).

LE G8 DOIT OUVRIR SES CAISSES POUR PAYER L'EAU POUR TOUS

Depuis des années les déclarations, les conventions n'ont pas réussi à tenir ses promesses et les discours sont devenus des beaux ornements des pages mortes.

Deux rapports sont basiques: l'un est Le Rapport Camdessus qui est critiqué sérieusement par Rees et son groupe. Il apporte aucune nouveauté pour les méthodes et les ressources d'investissement pour l'eau. Il a codifié ce qui était connu, les conditions préalables sont (Rees, Winpenny, Hall 2008) :

- une meilleure gouvernance du secteur ;
- le recouvrement du coût ;
- un financement national public
- décentralisation
- responsabilité
- participation

Le Rapport Camdessus n'est pas entré dans le détail sur les types d'instruments et n'a pas traité la question fondamentale de la manière dont un pays pauvre peut accéder à suffisamment de capital pour investir dans l'eau et l'assainissement. Il propose une réforme de tarification, de services et la fortification du système de finance des institutions publiques.

Mais ce qui est regrettable, dans sa conclusion le rapport Camdessus propose la privatisation de l'eau dans le monde mais aucune formule radicale pour le financement de l'eau pour tous.

L'autre rapport est celui du Conseil Mondial de l'eau, il se concentre sur le financement de l'eau pour l'agriculture(Gurria,2006) Pour le Conseil la provision pour les services d'eau est tout d'abord une affaire locale qui doit être assuré par le gouvernement concerné.

Quelques un des articles du Sommet d'Asie Pasifique en 2007 à Beppu montrent bien qu'ils sont loin encore d'ouvrir sérieusement leurs caisses et qui sont encore au stade de promesses. Ni le Directeur général de l'Unesco, M. Koïchiro Matsuura, ni Loïc Fauchon Président du Conseil mondial de l'eau prononcent le financement de l'eau pour tous dans leur discours d'ouverture et de clôture(Beppu Déclaration 2007). Deux points qui attirent l'attention sont:

- Accorder priorité absolue à l'eau et l'hygiène dans nos plans de développement économique et augmenter la durabilité dans l'allocation des ressources aux secteurs d'eau et d'hygiène;
- Améliorer le processus d'administration, l'efficacité, la transparence et l'équité dans tous les aspects liés à la gestion d'eau, en particulier pour ce qui concerne son impact sur les communautés pauvres. Nous reconnaissons que, les femmes étant particulièrement vulnérables et sont de nature flexible pour entreprendre des tâches lourdes, elle méritent donc de détenir plus de pouvoir dans toutes les activités relevant de l'eau.

De l'autre côté les propositions d'aides pour le financement de l'eau pour tous montre l'hypocrisie car les aides sont en récession. Les apports totaux d'aide publique au développement (APD) consentis par les membres du Comité ont affiché un recul de 4.5% en 2006, avec 104.4 milliards de dollars (DCD/DAC/RD(2007)15/RD2).

Le Droit à l'eau est essentiel pour l'institutionnalisation mondiale de l'accès universel à l'eau, qui est un bien commun non commerciable devant être intégré dans les constitutions. Reconnaître le droit à l'eau passera par la constitutionnalisation de l'accès à l'eau et aux services sanitaires de base dans les textes fondamentaux et sous le contrôle d'une initiative civile.

LA VIOLENCE PHYSIQUE ET ECONOMIQUE-POLITIQUE REIGNE DANS LE MONDE ENTIER

Le G8 installe les principes mais oublie de les appliquer pour eux-mêmes. Le principe utilisateurs-payeurs ne marche pas pour les riches qui continuent à exploiter la terre et les ressources d'eaux pour devenir plus riche et plus puissants. Ils sont obligés de payer l'eau pour tous avant que le monde connaisse un massacre planétaire liée à la manque d'eau. Ce sera un peu cher mais c'est la survie qui est en question ! C'est le côté économique-politique de la violence envers les pays empêchés de développer.

D'autre part les pays avec leurs armées présentent leur violence militaires en pleine enthousiasme. Selon l'Ajanda 21 les pays développés doivent consacrer la somme équivalente de 13% des dépenses militaires par an et 0,7% de leur PNB mais la transparence mondiale y manque. Voir le rapport choquant publié par L'Institut International de Recherche Pour La Paix (Sipri 2008) Les dépenses militaires mondiales ont progressé de 45% en dix ans. Entre 1998-2007, l'Amérique du Nord progresse de 65%, le Moyen-Orient de 62%, l'Asie du Sud de 57%, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est atteignent chacune 51%. Le monde entier assiste comme un spectateur, à la violence la plus dure. Mais le montant qu'il faut pour payer l'eau pour tous n'est pas disponible. Les tableaux nous montrent les priorités des pays dit économiquement développés et que ce développement se tient debout en prenant ses ressources de la violence.

Tableau 2 : Les 10 Grands Dépenseurs Militaires en 2006 et en 2007
(Valeur constant (2005))

| Pays | Dépenses militaires total en 2006 (milliards de US\$) | Dépenses militaires total en 2007 (milliards de US\$) | Dépenses militaires/personne en 2006 (US\$) | Moyen Monde en 2006 % | Moyen Monde en 2007 % |
|---------------|---|---|---|-----------------------|-----------------------------|
| USA | 528.7 | 547 | 1.756 | 46 | 45 |
| UK | 59.2 | 59.7 | 990 | 5 | 5 |
| France | 53.1 | 53.6 | 87 | 5 | 4 |
| Chine | 49.5 | 58,3 | 37 | 4 | 5 |
| Japon | 43.7 | 43,6 | 341 | 4 | 4 |
| Allemagne | 37.0 | 36.9 | 447 | 3 | 3 |
| Russie | 34.7 | 35.4 | 244 | 3 | 3 |
| Italie | 29.9 | 33,1 | 514 | 3 | 3 |
| Saoudi Arabie | 29.0 | 33.8 | 1.152 | 3 | 3 |
| Inde | 23.9 | 24,2 | 21 | 2 | 2 |
| Monde | 1.158.0 | 1.339.0 | - | | Changement, 1998-2007 +45 % |

SIPRI (2007) et (2008), Yearbook Summary, Armaments, Disarmaments And International Security, Stockholm International Peace Research Institute.

Les dépenses militaires dans le monde s'est accrue de 45% dans 10 ans. Un total de 1 339 milliards de dollars a été utilisé pour la dépense militaire en 2007. Pour les analystes des politiques, la recherche de Thomas Homer-Dixon, (1999) peut apporter un large éventail pour réfléchir autrement. Nous devons tisser la philosophie de la paix pour arriver à dépenser non pas pour les fusiles et la mort; mais pour l'accès à l'eau sur la planète.

LA PARTICIPATION DE LA FEMME DANS LE FINANCEMENT DE L'EAU EXIGE UNE DISCRIMINATION POSITIVE

Les inégalités de genre ne sont pas nouveaux et demandent un travail long et octroyant, voir aussi les recherches de Molyneux, M. et Razavi, S. (2002), Bernadette P. Resurreccion et Elmhirst (2008). La participation de la femme dans la financement de l'eau signifie : prendre en considérations que les femmes et les hommes ont des expériences de vie et des besoins très différenciés et que les femmes et les hommes prennent leur part du développement dans l'équité. Avec les budgets sensibles au genre on peut diminuer les inégalités existantes et à distribuer et orienter plus efficacement et équitablement les ressources. Les affaires domestiques considérées par les hommes affaire des femmes, sont strictement liées à l'eau.

Le manque d'accès à l'eau touche surtout les femmes et les enfants. Les effets de la libéralisation et de la privatisation sont plus prégnants pour les femmes car ils réduisent leur accès aux services de base comme la santé, l'eau et l'éducation (mondefemme, 2008).

Nous reconnaissons les efforts de Alliance d'Eau et Genre (2006), mais le regard du point de vue de la femme manque toujours, car sans dépasser la mentalité de « gestion » les femmes ne seront jamais incluses dans le financement de l'eau. Le principe de la discrimination positive en faveur des femmes au sens de financement l'eau prend ses sources de la Convention CEDAW.

Les femmes disent : pour arriver; le monde a besoin de l'opacité, de distribuer gratuitement les premiers 50 lt et de trouver un autre méthode et système fiscal mondial (Drouot, 2005).

D'après Shiva (2005) il faut réévaluer l'eau selon une logique féministe et écologiste. Elle est contre les arguments des multinationales "si l'on ne paie pas l'eau, elle sera gaspillée". L'eau n'a pas de prix. Sa valeur écologique, culturelle et spirituelle est plus importante que n'importe quelle valeur que le marché pourrait lui fixer.

LA TURQUIE EST A LA POURSUITE DE LA BANQUE MONDIALE ET LES MULTINATIONAUX POUR LE FINANCEMENT D'EAU

Dans les années 2030 avec 80 millions de population et 1100 m³ d'eau utilisable par personne, une augmentation de 75% dans l'agriculture et de 260% dans l'utilisation domestiques; la Turquie sera parmi les pays en difficultés d'eau (IPE, 2007). Les problèmes d'administration et de gestion pour l'eau potable

dans les grandes villes s'aggravent. D'après les données de 1998, les 2577 de 3215 municipalités sont capables d'accomplir les services des eaux urbaines et seulement 119 municipalités ont un système d'épuration d'eau (IPE, 2002). Cela montre que les grandes villes sont face à de sérieux problèmes concernant l'eau.

Les administrations publiques avouent que les investissements des infrastructures pour l'eau et l'assainissement doit atteindre 50 milliards d'Euros et qu'on a besoin des changements radicaux sur les structures, sur le modèle d'utilisateurs-payeurs et de prendre des mesures de financement plus concrets (IPE, 2007).

Le Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles (Congrès International 2007) annonce que la Turquie doit investir à l'eau au moins de 30 milliard Euros pour attraper une qualité de la CE.

La Banque Mondiale propose une restructuration régionale basée sur un système de financement public/privé partnership. Les municipalités depuis déjà plusieurs années sont sous les tenailles de dettes de la Banque Mondiale avec le système de contrat de projet local.

AU LIEU DE FINIR

Puisque les sociétés ont obtenu la révolution par l'intermédiaire de l'eau. Maintenant c'est l'heure de la résistance pour le maîtriser. Le 5^{ème} Forum Mondial de l'eau qui aura lieu en Mars 2009 sera une occasion pour tous, pour pouvoir mettre à jour une action qui sert à tous ces recherches, ces rapports, à cette riche littérature sur l'eau et au discours accompli pendant des années.

Écoutons les voix de L'Europe Solidaires Sans Frontières dans Le second Forum Alternatif disaient « « soif zéro » signifie pratiquement « pauvreté zéro ». La pauvreté doit devenir illégale au XXI^e siècle, exactement comme l'esclavage l'est devenu au XIX^e siècle ».

Les constitutions devraient changer pour antérioriser le droit à l'eau pour tous en admettant que "le droit à l'eau est un droit inaliénable individuel et collectif" (Petrella, 1998). Les états doivent garantir gratuitement le minimum litre d'eau pour tous. C'est une affaire mondiale d'institutionnalisation par le ciment législatif. Signature d'un contrat social mondial de l'eau sera un départ pour y arriver.

Fin du jeu! Le monde a tardé considérablement à découvrir qu'il s'agissait d'un phénomène de survie des sociétés. Écoutons ceux qui disent la plus grande partie du monde, arrêtons la violence envers les peuples, créons la vraie démocratie, payons l'eau pour tous. Attendons que le 5^{ème} Forum Mondial de l'eau soit une nouvelle surprise de confiance pour tous.

SOURCES

ACPSGE - Association Canadienne Pour La Promotion Des Services de Garde à l'Enfance- (2008), "Qu'entend-on par universalité et accessibilité?" <http://www.acpsge.ca/sphider/>

Banque Mondiale(2007), La Banque Mondiale et l'Eau, <http://web.worldbank.org/wbsite/external>

Camdessus M., Badre B., Cheret I., Ténrière-Buchot P.F.(2004), Eau, Fayard, Paris,

Camdessus M., James W.(2003), "Rapport Du Panel Mondial Sur Le Financement Des Infrastructures De L'eau, Financer l'Eau Pour Tous, Conseil Mondial de l'Eau, Marseilles.

Castells Manuel (1998), Société En Réseaux, Fayard, Paris.

Conférence Internationale Sur L'eau(2001), L'eau: Une Des Clefs Du Développement Durable Recommandations concernant les mesures à prendre, Bonn, 3-7 Décembre.

Congré International Du Management Intégré Des Rivières, 22-24 Mars 2007, Antalya.

Données Finales Sur Les Apports D'APD en 2006, Direction de la Cooperation Pour le Développement, Comité D'aide Au Développement 11-12 Décembre 2007, No. DCD/DAC/RD(2007)15/RD2, OCDE.

Drouot C. (2005), « Mouiller les peuples" Rouge n°2105, 31 Mars 2005.

Europe Solidaires Sans Frontières, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article9323>.

Francis J., Sybille J.(2001), Integrating Gender Perspectives: International Conference on Frashwater, Confrence Report, The Federal Ministry for Economic Co-operation and Development. Bonn.

Gender and Water Alliances(2006), « Intégration du Genre dans la Gestion de l'Eau » ;UNDP.

Gurria A.(2006), Task Force on Financing Water For All, World Water Council, Marseilles.

Holloway J.(2003a), »Douze thèses sur l'anti-pouvoir »,Stratégie No.4498

Holloway J.(2003b), Changer Le Monde Sans Prendre Le Pouvoir,Traduction en Turque par Pelin Siral, Ed. Iletişim, Istanbul.

Homer-Dixon T.(1999), Environment, Scarcity and Violence, Princeton University Press, N.J.

Institut de Plannification d'Etat(DPT) (2000), 8 Plan de Développement (2001-2005) L'eau Potable, Canalisation, Système de Purification et Management des Ordures, Ankara.

Institut de Plannification d'Etat(DPT) (2007), Rapport du Commission Technique, La Gestion et la L'Utilisation des Ressources en Eaux et de la Terre, Ankara.

Les Echos, 23 Mars 2006, www.afd.fr/jahia/webdav/site.

Mackenzie S., Grondin P.M. (2006), Financing Access to Water and Sanitation For All: The Place of Solidarity Financing Mechanisms, Programme Solidarité Eau, Final Report, Paris.

Manahan M.A., Yamamoto N., Hoedeman O.(2007), Water Democracy: Reclaiming Public Water In Asia Essay Collection Presented By The Reclaiming Public Water Network.

Molyneux, M. and Razavi, S.(2002), *Gender Justice, Development, and Rights*, London: Oxford University Press, UK.

Monde Femmes, (2008), <http://www.mondefemmes.org/pdf/docpdf/plaidgendd.pdf> 23 Avril.

Özden M.(2007), Dette et Droits Humains, Centre Europe - Tiers Monde (CETIM).

Petrella R.(1998), Le Manifeste de l'eau, pour un contrat mondial, Labor, Bruxelles.

Public-info(2005, "Financement: il faut plus d'argent pour l'eau", <http://www.public-info.org/Pages/PagesDossiers/Forum>.

Rees J.A, Winpenny J., Hall A. W (2008), Water Financing and Governance, Tec Background Papers No. 12, Global Water Partnership Technical Committee.

Reinicke W.H., Deng F(2000), Choix Cruciaux Les Nations Unies, les réseaux et l'avenir de la gouvernance mondiale, CRDI.

Resurreccion B. P., Elmhirst R.(2008), Gender And Natural Resource Management International Development Research Centre, Ottawa.

Roy A.(2006), Là où d'autres mondes sont possible, Seca, Paris.

Shiva V.(2005), www.waternunc.com/fr2005/amd-entrevue-V-Shiva_2005.php.

Shiva V.(2003), Les Guerres de l'Eau, Traduction en Turque, Aram Yayıncılık, Istanbul.

SIPRI Yearbook Summary (2008), Armaments, Disarmament and International Security Stockholm, yearbook2008.sipri.org.

The World Bank (2006), Irrigation and Water Resources with a focus on Irrigation Prioritization and Management Economic Sector Work, (ESW), Working Paper. Water Resources and Institutions.